

baissé à la suite de certaines initiatives, dont les programmes d'expansion économique régionale.

Nous espérons continuer de maintenir un taux de chômage peu élevé en collaborant avec les provinces et, au cours des cinq prochaines années, injecter plus d'argent au Canada atlantique, au Québec et dans l'Ouest, régions qui en ont besoin pour créer davantage d'emplois. Je ne sais pas pourquoi mon collègue ne veut pas examiner les documents budgétaires pertinents.

M. Broadbent: Ce que les Canadiens savent, c'est que les chiffres de l'année prochaine indiquent des compressions dans tout le pays.

LE CANADA ATLANTIQUE—L'INCIDENCE DE LA RÉDUCTION DES CONTINGENTS DE MORUE

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, ma dernière question porte sur la région de l'Atlantique. Je suis sûr que le premier ministre admettra qu'à cause des changements que l'on apporte aux quotas de morue, pour ne mentionner que ce poisson, il n'est pas exagéré de dire que la situation des pêcheurs de la région de l'Atlantique risque d'être catastrophique. La réduction des quotas de morue entraînera une perte d'environ 6 500 emplois à plein temps et à temps partiel à Terre-Neuve et d'environ 2 500 emplois en Nouvelle-Écosse. Alors, que raconte le gouvernement aux Néo-Écossais et aux Terre-Neuviens que l'assurance-chômage ou la charité n'intéressent pas, mais qui veulent que le secteur de la pêche et leurs emplois soient préservés? Que compte faire le gouvernement à ce sujet?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, si mon collègue parle du problème très grave qui se pose au niveau des stocks de poisson, j'ose espérer qu'il n'en rejette pas la responsabilité sur le gouvernement fédéral ni sur aucun autre gouvernement. Il comprendra certainement que ce problème nécessite beaucoup de solidarité, de compréhension et de coopération entre les gouvernements provinciaux et le gouvernement du Canada.

Je remercie mon collègue pour cette question très importante. Je tiens à lui garantir que le gouvernement du Canada coopère et coopérera étroitement avec les provinces et avec les personnes de la région de l'Atlantique qui sont concernées, pour faire tout ce qui est humainement possible afin d'amortir au maximum les conséquences de cette situation très malencontreuse et de pouvoir traiter les habitants de la région de la façon la plus équitable et la plus juste possible.

Questions orales

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DE SON EXCELLENCE WAN LI,
PRÉSIDENT DU COMITÉ PERMANENT DE L'ASSEMBLÉE
POPULAIRE NATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE
POPULAIRE DE CHINE

M. le Président: Je voudrais signaler aux députés la présence à la tribune de Son Excellence Wan Li, président du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale de la République populaire de Chine.

Des voix: Bravo!

* * *

• (1430)

[Français]

LE BUDGET

LES CONSÉQUENCES DES COUPURES POUR LE QUÉBEC

M. Jean-Claude Malépart (Laurier—Sainte-Marie): Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre.

Hier, le ministre des Finances du Québec, lors de la présentation de son Budget, a affirmé que suite aux coupures du Budget du gouvernement conservateur, le Québec subit une perte de 1,3 milliard de dollars pour les trois prochaines années. Les conséquences de ces coupures, cela veut dire 2 400 places de moins dans le réseau de garderies, un manque de 150 millions de dollars dans le système de santé, d'hospitalisation et d'enseignement postsecondaire, et un manque de 23 millions de dollars dans le Programme de rénovation des logements.

Est-ce que le premier ministre est conscient des conséquences graves pour tous les citoyens et citoyennes du Québec suite à son dernier Budget?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je suis parfaitement au courant du budget du ministre des Finances du Québec. La position financière du Québec et la différence entre la position financière de cette province et celle du gouvernement fédéral m'intriguent également. A titre d'exemple, cette province dépense 9,8c. de chaque dollar d'impôt en frais d'intérêt et, comme je l'ai déclaré à la Chambre à maintes reprises, cette année le gouvernement fédéral dépense 35c. à ce chapitre. La position de la province est donc passablement différente de la nôtre, mais en dépit de cela, nous continuons d'augmenter les transferts destinés au Québec. Pendant l'année en cours, ces transferts augmenteront de 412 millions de dollars, ce qui représente une hausse d'environ 4,5 p. 100. L'année prochaine, ils augmenteront de 517 millions, une hausse de plus de 5 p. 100. De toute évidence, malgré la position financière difficile et plus grave du gouvernement fédéral, nous